

ETUC Declaration: In Solidarity with the people of France

Nous, le mouvement syndical européen, sommes solidaires avec le peuple de France et les syndicats français à la suite des attaques meurtrières commises à Paris sur des gens innocents.

Nous, les syndicats de toute l'Europe, condamnons sans réserve ces meurtres barbares. Rien ne justifie que l'on assassine délibérément, et de sang-froid, des gens innocents, que l'on provoque des blessures et des traumatismes, ou que l'on inflige des souffrances à la famille et aux amis des victimes.

Nous rendons hommage à la bravoure de la police, des services de sécurité et d'urgence, et des gens ordinaires, durant et après les attaques.

Nous restons tous inflexibles face à ceux qui veulent semer la peur, et monter les citoyens européens les uns contre les autres. Nous rejetons toute tentative de division fondée sur la religion, la nationalité, l'ethnicité, la couleur de la peau ou toute autre différence dérisoire.

Nous soulignons le fait que de nombreuses victimes et membres des divers services touchés par les attaques étaient de religions et d'origines ethniques différentes. Nous sommes fiers de notre travail en faveur d'une Europe plus tolérante, nous continuerons d'encourager la tolérance, et de respecter et de célébrer la diversité.

La guerre n'est pas une solution à cette situation et ne devrait pas entraîner de changements constitutionnels qui limitent les droits démocratiques.

Nous réaffirmons notre engagement à donner asile aux réfugiés. La décence humaine nous oblige à aider ceux qui risquent leur vie pour entrer en Europe afin d'échapper à la guerre, à la pauvreté et à la peur. Nous soulignons que certains des réfugiés actuels fuient la même organisation que celle qui a commis le massacre de Paris, et qui est responsable d'atrocités encore pires dans des pays hors de l'Europe.

Nous affirmons que l'Europe et la communauté internationale doivent accroître leurs efforts en faveur de la diffusion de la paix, de la démocratie, du développement économique, de l'égalité et d'emplois décents dans les pays et régions que fuient les peuples.

Nous réaffirmons notre engagement en faveur de l'intégration et de l'inclusion de toute personne, y compris les jeunes et les migrants, dans la société, en particulier par le biais du lieu de travail. Le salaire égal à travail égal est un principe fondamental de l'intégration et de l'inclusion, qui permet d'éviter les tensions sociales. La lutte contre le chômage et l'inégalité, et l'amélioration de l'intégration et de l'inclusion, requièrent des investissements dans les services publics et de la flexibilité dans les budgets nationaux.

Il est évident que les terroristes exploitent le chômage, la pauvreté et le désespoir pour recruter des personnes marginalisées en Europe, en Afrique du Nord et dans le Moyen Orient, à des fins de haine et de violence. Il faut également déployer davantage d'efforts pour combattre le chômage et l'inégalité en Europe.

Nous luttons pour toutes ces valeurs exprimées ci-dessus : des valeurs de solidarité, de démocratie et de paix. Nous collaborerons tous ensemble afin de défendre et d'encourager ces valeurs.

Nous appelons les Etats membres, les employeurs et les organisations de la société civile de l'UE à collaborer de manière plus étroite en faveur d'une Europe plus équitable et plus sociale, à lutter contre le chômage et à intégrer les demandeurs d'emploi sur le lieu de travail, à traiter la crise des réfugiés de façon humanitaire, à empêcher les terroristes d'organiser d'autres attaques et à reconnaître la nécessité de défendre, plus que jamais face à une provocation aussi grave, nos valeurs fondamentales de démocratie, de justice sociale, et de tolérance.

Nous invitons les syndicats français à proposer une expression publique de notre soutien en faveur de ces valeurs et notre solidarité au peuple de France et à toutes les victimes du terrorisme. Nous nous engageons à tout mettre en œuvre pour soutenir et mobiliser une telle activité en France, et si nécessaire organiser des actions similaires dans d'autres pays.

Nous encourageons tous les affiliés de la CES à contacter leurs gouvernements, les employeurs, et les organisations de la société civile à se rassembler afin de promouvoir les principes décrits ci-dessus et d'encourager l'égalité, l'inclusion et l'intégration. La CES en fera de même au plan européen avec les institutions de l'UE, les organisations d'employeurs et la société civile, et elle collaborera avec la CSI et ses affiliés pour les mêmes objectifs au plan mondial.

Nous nous mobiliserons en faveur des actions liées à la Journée internationale des migrants, le 18 décembre, y compris la conférence à Zagreb et l'action photo lors du Comité exécutif du 16 décembre.